

Département
Du Pas-de-Calais

Arrondissement de
LENS




REPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE DOUGES

ARRETE MUNICIPAL N°2026 / 16

REFUS DE PERMIS DE CONSTRUIRE POUR UNE MAISON INDIVIDUELLE ET/OU SES ANNEXES COMPRENANT OU NON DES DEMOLITIONS

CADRE 1 : DEMANDE DE PERMIS DE CONSTRUIRE	CADRE 2 : PERMIS DE CONSTRUIRE
déposée le 18/11/2025	N° PC 062 274 25 00015
par Monsieur IRGUI Samir Madame DELMOTTE Elodie	
demeurant à 6 Allée des Fauvettes	Destination : HABITATION
Pour Travaux sur construction existante : réalisation d'une extension	
sur un terrain sis Allée des Fauvettes 62119 DOUGES AO 436 ; AO 413 ; AO 392	

LE MAIRE

Vu la demande de permis de construire susvisée,
Vu l'affichage en mairie effectué le 26/12/2025,

Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le code de l'Urbanisme notamment l'article R 424-5,
Vu le plan local d'urbanisme approuvé le 27 Mars 2013, modifié le 25 Septembre 2013, le 17 Septembre 2014, et le 8 Janvier 2016, révisé le 10 Février 2017, modifié le 12 Juin 2017, révisé le 16 Février 2018, modifié le 13 avril 2018, le 7 septembre 2018, le 5 avril 2019, le 18 octobre 2019 et le 30 septembre 2021 et le 28 février 2025 ;
Vu le règlement de la zone 1AU ;

Vu le permis d'aménager n° 062.274.17.00006 délivré le 14/04/2018,
Vu le permis d'aménager n° 062.274.17.00006.M01 délivré le 13/08/2019,
Vu le permis d'aménager n° 062.274.17.00006 M02 délivré le 13/12/2019,
Vu l'arrêté autorisant le différé des travaux de finition et autorisant la commercialisation des lots délivré le 29/07/2019,

Vu la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des travaux de viabilisation en date du 05/12/2019,

Considérant l'article R.424-5 du Code de l'Urbanisme, lequel dispose **que** « *En cas d'autorisation ou de non-opposition à déclaration préalable, la décision mentionne la date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt prévu à l'article R. * 423-6. Si la décision comporte rejet de la demande, si elle est assortie de prescriptions ou s'il s'agit d'un sursis à statuer, elle doit être motivée. Il en est de même lorsqu'une dérogation ou une adaptation mineure est accordée.* » ;

Considérant l'article 4 du règlement de lotissement, lequel indique, concernant les eaux pluviales que « *Les eaux pluviales doivent être traitées entièrement à la parcelle [...] Il est interdit de rejeter les eaux pluviales dans les conduites de rejet des eaux usées [...] Le principe de gestion des eaux pluviales devra être joint à la demande de permis de construire [...]* » ;

Considérant que le dossier de demande ne permet pas de vérifier le bon respect de cette disposition ;

Considérant par ailleurs que le dossier de demande est incomplet ;

Qu'en effet, les coordonnées du demandeur ne sont pas renseignées dans le formulaire Cerfa (*cadre 2 – coordonnées du demandeur*) ;

Que le dossier de demande ne comporte pas de plan de situation ;

Que le plan de masse après travaux ne matérialise pas la technique de gestion des eaux pluviales retenue pour le projet d'extension ;

Que le plan de masse après travaux ne matérialise pas le pavé de constructibilité prévu dans le permis d'aménager susvisé ;

Que le dossier de demande ne comporte pas de plan en coupe, avant et après travaux, coté et à l'échelle, matérialisant le niveau du terrain naturel ;

Que le dossier de demande ne comporte pas de notice architecturale ;

Que le dossier de demande ne comporte pas de plans des façades et de la toiture modifiées, avant et après travaux, permettant d'apprécier la répartition des matériaux et coloris employés ;

Que le dossier de demande ne comporte pas de formulaire attestant la prise en compte des exigences de performance énergétique et environnementale ;

Considérant que le dossier de demande ne comporte pas de fiche codemandeur alors même que deux demandeurs sont indiqués au *cadre 1 – identité du demandeur* du formulaire Cerfa ;

Considérant que le présent dossier de demande doit donc faire l'objet d'un refus ;

ARRETE

Article Unique : Le permis de construire est **REFUSE**. Les travaux ne sont pas autorisés.



FAIT A DOURES, LE 13 janvier 2026
Le Maire,

Tony FRANCONVILLE

INFORMATIONS À LIRE ATTENTIVEMENT

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Article L 600-12-2 du Code de l'Urbanisme : « *Le délai d'introduction d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique à l'encontre d'une décision relative à une autorisation d'urbanisme est d'un mois. Le silence gardé pendant plus de deux mois sur ce recours par l'autorité compétente vaut décision de rejet.*

Le délai de recours contentieux contre une décision mentionnée au premier alinéa n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique ».

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.